

Tout est dans tout

Cahiers > Concert pour 27 voix

Le 1er mai 2008 |

Depuis 2000, les dirigeants de l'Union européenne veulent une relance économique et sociale basée sur la compétitivité. Ils veulent aussi mieux adapter l'Union à la mondialisation, à la société de l'information et au vieillissement de la population. Ces objectifs ambitieux sont compliqués à réaliser dans une Europe à 27 pays. Tout le monde est pourtant concerné : Etats, entreprises, travailleurs, chercheurs d'emplois.



En 2000, à Lisbonne au Portugal, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont défini une stratégie pour que l'Union devienne d'ici 2010 : « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». C'est ce que l'on appelle « la stratégie de Lisbonne ». Pour y arriver, l'Union a fixé des priorités. Par exemple : atteindre un taux d'emploi global à 70%, une croissance économique de 3% par an, progresser dans la recherche et dans les techniques de l'information et de la communication, développer l'éducation et la formation tout au long de la vie, moderniser les systèmes de protection sociale, ... Tout cela en protégeant l'environnement et en allant vers plus de cohésion sociale. Cette relance économique et sociale de l'Union européenne n'est pas simple.

Le rôle des entreprises

Au niveau économique, la croissance ne vient pas seulement de la bonne volonté des

politiques et des Etats. Le contexte mondial joue aussi. Aujourd'hui, les prix de l'énergie et des matières premières alimentaires augmentent. C'est la crise financière. Il faut des patrons qui préfèrent créer de l'emploi plutôt que des profits pour leurs actionnaires, des patrons qui encouragent leurs travailleurs à se former.

Au niveau social, il faut moderniser les systèmes de protection sociale mais sans creuser les inégalités. Si l'on active les chômeurs pour qu'ils trouvent un emploi, il faut plus d'emplois. Si l'on fait un marché de travail plus souple avec des contrats d'embauche moins stables, il faut que les travailleurs puissent se former, ne pas perdre trop de revenus et retrouver vite un emploi de meilleure qualité. C'est là tout le combat de l'Europe sociale et de l'Europe de la « cohésion sociale ».

Plus de régions défavorisées

En 2000, l'Union européenne c'était 15 pays. L'Union européenne, c'est aujourd'hui 27 pays !

Or, tous les 27 pays de l'Union n'ont pas le même niveau développement. Et même à l'intérieur d'un pays, il y a de grandes différences d'une région à l'autre. Il suffit de penser à la Belgique : il y a de grandes différences entre la Wallonie et la Flandre ou encore entre le Brabant-Wallon et le Hainaut. Avec l'élargissement aux pays d'Europe centrale et de l'est, il y a plus de régions défavorisées. Aller vers une économie plus compétitive, c'est risquer de creuser encore l'écart entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres. Or, la relance économique et sociale doit concerner tous les citoyens dans toute l'Union européenne. C'est une politique de cohésion sociale pour 27 pays et 493 millions d'habitants. Non, l'affaire n'est pas simple.

Thierry Verhoeven